

Recommandations des libéraux Turner recevra ses instructions aujourd'hui

OTTAWA (PC) — Il est tout probable qu'au cours de la rencontre prévue aujourd'hui entre les sénateurs libéraux Al Graham et Pietro Rizzuto et M. John Turner, ceux-ci préviendront le chef libéral qu'il risque de perdre la confiance des membres de son parti.

Durant le week-end, lui rapporteront-ils, une centaine de piliers du parti libéral ont au cours d'une réunion d'urgence dressé une série de recommandations auxquelles M. Turner devrait se plier sans tarder.

Les sénateurs Graham et Rizzuto ont co-présidé cette réunion. Ils n'ont pu rencontrer M. Turner avant aujourd'hui parce que ce dernier est revenu seulement hier soir d'une fin de semaine avec sa famille.

Selon des libéraux présents à la réunion, tous ont exprimé leur ferme appui à M. Turner mais tous ont été aussi d'accord pour reconnaître qu'il lui reste bien peu de temps pour regagner la faveur de la population.

Pourtant, le président national des Jeunes libéraux du Canada, M. Jonathan Schneiderman, a déclaré hier en présence des journalistes,



Jonathan Schneiderman, président des Jeunes libéraux du Canada

Constitution Plaintes de Canadiennes anglaises absurdes

OTTAWA (PC) — Les craintes exprimées par plusieurs groupes de femmes canadiennes-anglaises, qui voient dans l'Accord constitutionnel du lac Meech une menace à leurs droits, sont tout simplement absurdes.

C'est le verdict posé hier par le Conseil québécois du statut de la femme, qui venait témoigner devant le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes qui examine l'accord constitutionnel, à Ottawa.

"Nous ne souscrivons pas à l'opinion regrettable selon laquelle les Québécoises pourraient se retrouver privées de leur droit à l'égalité", a déclaré l'organisme gouvernemental.

Mais un autre groupe féminin soutient que ses inquiétudes viennent d'être renforcées par l'avis que leur a fourni un cabinet légal de Toronto. Celui-ci estime que l'impact de l'accord sur leurs droits reste sujet à interprétation.

"Nous croyons que l'accord menace nos droits", conclut le comité ad hoc des femmes sur la Constitution.

Le premier ministre Brian Mulroney a déjà dit qu'à son avis, plusieurs des groupes qui soulevaient la question des droits des femmes s'en servent comme prétexte pour saborder l'accord lui-même.

La protection du droit des femmes à l'égalité a dominé les audiences publiques qui ont débuté il y a quatre semaines, et qui doivent se terminer cet après-midi.

L'Accord du lac Meech reconnaît le Québec comme société distincte et enjoint les tribunaux de tenir compte de cette clause dans l'interprétation du reste de la Constitution, incluant la plus grande partie de la Charte canadienne des droits et libertés. C'est la clause qui a provoqué les interventions des groupes de femmes du Canada anglais.

Le Conseil du statut de la femme du Québec, lui, ne voit pas les choses du même oeil. Pour cet organisme, l'objectif de la clause de la société distincte est de permettre au Québec d'exercer pleinement son rôle de protecteur et de promoteur du caractère distinct de la société québécoise.

"Absurde"

"Cela n'annule en rien d'autres articles de la Constitution et il est donc absurde de laisser entendre que cette clause exempte le Québec de l'application de la Charte des droits", a affirmé hier le Conseil. Celui-ci se dit assuré que le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes conservera sa "primauté constitutionnelle", et qu'il serait superflu de le souligner explicitement dans l'Accord.

que l'appui à M. Turner était intimement lié à l'attention qu'il accordera aux principales recommandations de la rencontre: une intervention rapide au niveau des politiques du parti, de son organisation et de ses communications.

Tout en précisant qu'il ne s'agissait pas d'un ultimatum, M. Schneiderman a noté que les membres avaient bien fait savoir le fond de leur pensée à M. Turner.

Coderre

Il a d'ailleurs convoqué une conférence de presse à Ottawa pour répliquer à une autre conférence de presse, celle-là donnée à Montréal par le président de la section québécoise des Jeunes libéraux fédéraux, M. Denis Coderre. Ce dernier avait invité M. Turner à remettre sa démission avant le mois de septembre.

Avec M. Turner plus longtemps à sa tête, le parti libéral risque de disparaître complètement, a déclaré M. Coderre qui était entouré d'une vingtaine d'autres jeunes libéraux du Québec.

Selon différents libéraux ayant assisté à l'assemblée de crise du week-end, M. Turner recevra simplement une forte recommandation d'agir sans menace ou imposition d'une limite de temps.

Le député québécois Jean Lapierre a pour sa part précisé qu'à cette rencontre, on avait autant critiqué le parti et le caucus que le chef.

Plusieurs autres ont enfin affirmé que la réunion n'avait pas été uniquement négative et que ses participants avaient approuvé plusieurs points très positifs.

la tribune

Forum

Informations générales

pp. 3, 7, 8

Vivre en 87

pp. 4-5

De tout et de tous

p. 6

Les 2,500 ingénieurs de locomotive du CN voulaient débrayer

Le gouvernement évite une nouvelle paralysie ferroviaire



John Crosbie, ministre des Transports du Canada

OTTAWA (PC) — Le gouvernement conservateur a pris les mesures nécessaires, hier, pour éviter une deuxième grève nationale du rail, à peine deux jours après que les 48,000 cheminots en grève la semaine dernière eurent été forcés par une loi spéciale de reprendre le travail.

Les 2,500 ingénieurs de locomotive du Canadien National avaient prévu déclencher la grève à minuit hier soir. Ce débrayage aurait eu pour effet de paralyser une grande partie du réseau ferroviaire du pays dont le service Via Rail desservant les banlieues de Montréal et de Toronto.

Le ministre des Transports, John Crosbie, et celui du Travail, Pierre Cadieux, ont déclaré hier qu'ils ont décidé d'intervenir parce qu'ils estiment que le pays n'aurait pas pu supporter une deuxième fois la paralysie du réseau.

La grève a été évitée grâce à la même loi qui a été votée vendredi dernier par le Parlement, et mise en application samedi, pour mettre fin à la grève nationale de cinq jours des cheminots organisée par les Syndicats associés du Rail.

La loi votée vendredi ne couvrirait pas seulement les 48,000 travailleurs en grève la semaine dernière, mais aussi tous ceux qui sont membres de syndicats présentement en négociation pour le renouvellement de leur convention collective avec les deux plus importants transporteurs ferroviaires au pays, CP Rail et CN.

La loi prévoit l'extension des conventions actuellement en vigueur pour deux ans et la nomination d'un arbitre indépendant pour régler tous les points demeurés en suspens.

Les sections de la loi applicables aux Syndicats associés du rail ont pris effet douze heures après que le projet de loi eût obtenu la sanction royale, mais les clauses concernant les autres syndicats, dont celui des

ingénieurs du CN, ne sont applicables qu'une fois proclamées par le conseil des ministres.

Intentions

"Les parties ont indiqué qu'elles avaient l'intention de faire grève, et nous avions déjà annoncé que nous ne tolérerions aucun arrêt de travail touchant le plus important système de transport au Canada", a déclaré hier le ministre Cadieux à la sortie de la Chambre.

Stan Warner, le directeur canadien de la Fraternité des ingénieurs de locomotive a fait savoir que les négociations avaient été rompues vendredi soir dernier par le Canadien National qui demandait aux ingénieurs d'accepter une convention rédigée à partir de ce qui aura été déterminé par l'arbitre intervenant dans le dossier des Syndicats associés.

La grève des Syndicats associés était la première grève nationale du rail depuis 1973, la quatrième depuis 1950. Les quatre se sont terminées par une loi spéciale.



FORD EN TÊTE POUR LA QUALITÉ, LE DESIGN ET LES VALEURS SÛRES

C'est le temps d'acheter ou de louer ! Obtenez design et valeurs exceptionnelles pendant les Jours d'été spectaculaires Ford et Mercury sur les voitures et camions les mieux conçus et construits en Amérique du Nord.

L'offre spectaculaire se termine le 30 septembre

FORD ESCORT

La voiture la plus vendue au monde

750\$

EN ARGENT*
comptant de Ford



MERCURY TRACER

L'importée de Ford la plus vendue au Canada

750\$

EN ARGENT*
comptant de Ford



RANGER

Le pick-up compact le plus vendu au Canada

750\$

EN ARGENT*
comptant de Ford



BRONCO II

La robustesse du plaisir à son meilleur

750\$

EN ARGENT*
comptant de Ford



L'offre de 750 \$ en argent comptant est aussi valable sur la Ford Taurus et la Mercury Sable.



Protection de 100 000 km du groupe motopropulseur

Protection de 160 000 km contre la corrosion

2 000 \$ en argent comptant* de Ford sur la Merkur XR4Ti. La splendide sedan sport qui nous vient d'Allemagne.

*Le véhicule doit faire partie du stock sur place. L'offre inclut la participation du concessionnaire. L'offre ne peut être combinée à d'autres plans d'incitation à moins d'avis contraire. Tous les détails chez les concessionnaires Ford et Mercury participants.

Depuis 7 ans, Ford conçoit et construit les voitures et camions nord-américains de la plus haute qualité. Aucun autre fabricant ne peut en dire autant.



LA QUALITÉ PASSE AVANT TOUT.



Bouclez-moi. Ensemble nous pouvons sauver des vies.

Le sommet de Québec

Il est peu probable que le deuxième sommet de la francophonie, qui s'ouvre demain à Québec, soulève un intérêt passionné chez le public. Dans son concept même, la "francophonie internationale" reste vague; elle l'est aussi dans les faits. Le grand défi de ce sommet est de démontrer sa raison d'être.

Historiquement, la parenté linguistique n'a pas constitué à priori un facteur déterminant dans le développement des liens politiques et économiques. Le Commonwealth, que certains aiment citer en exemple, regroupe des pays anglophones, mais ce sont d'abord les liens économiques tissés sous l'empire colonial britannique qui ont engendré l'entité politique que l'on connaît. Concernant la francophonie, restent évidemment les vestiges des empires coloniaux français et belges, mais c'est là une base bien mince et fragile pour unir les 41 pays, très variés, qui assisteront au sommet de Québec.

Pour que la francophonie ne demeure pas une notion floue que des chefs d'É-

tat ressasseront entre eux au fil des années, il faudra beaucoup d'imagination et autant de réalisme. La langue est le point de convergence mais si les pays francophones ne jettent pas rapidement d'autres ponts plus solides entre eux, leurs sommets seront vus avec raison comme des exercices vains et coûteux (Québec et Ottawa devront assumer une note de 12 millions \$ environ).

Resserrer, multiplier les rapports utiles là où il y en a, en amorcer là où il n'en existe pas encore de véritables, voilà l'occasion qu'offre le sommet de Québec. Saura-t-on la saisir? Et en faire bénéficier les populations des pays concernés? Car c'est là l'ultime but que devraient avoir tous les sommets de ce genre, n'est-ce pas?

Si la substance ne cède pas au protocole et au spectacle des chefs d'État, si on en arrive à des résultats concrets même modestes, ce deuxième sommet de la francophonie procurera de la crédibilité aux efforts bruyants de Québec, Ottawa et Paris.

Roch Bilodeau

OPINION DES AUTRES

(...) Les juges nommés par Québec se plaignent; ils touchent un salaire sérieusement inférieur à celui de leurs collègues nommés par Ottawa et inférieur à celui de leurs collègues ontariens. On n'a pas ajusté leur salaire depuis plusieurs années, malgré les recommandations faites au gouvernement par des experts objectifs et crédibles. Les juges provinciaux considèrent qu'on ne leur fait pas justice.

Les avocats de l'aide juridique se plaignent; ils aimeraient être considérés autant que leurs confrères et l'entreprise privée qui sont responsables de tâches semblables. Ce qui est loin d'être le cas; un dossier piloté par un avocat de l'aide juridique coûte en moyenne 1415 au Trésor et celui qui est dans les mains de l'entreprise privée coûte 2338, soit 50 pour cent de plus. Ils considèrent qu'on abuse d'eux; ils réclament justice.

Les avocats de la Couronne se plaignent; leur salaire représente très souvent la moitié de celui qui défend l'accusé. Ils ont souvent du talent et ils se sentent ridiculiser, par la différence criante de cachet. Résultat: les meilleurs d'entre eux, sauf s'ils ont une âme de missionnaire, acceptent les offres mirobolantes que les grands bureaux d'avocats savent leur offrir en temps opportun. Les autres considèrent

que le salaire gouvernemental ne leur rend pas justice.

Les avocats au service des divers ministères se plaignent; comme leurs confrères de la Couronne et de l'Aide juridique, ils comparent leur salaire à celui des policiers. Ils sont bien conscients d'avoir à travailler souvent 50 heures, sans rémunération pour travail supplémentaire, pour un salaire de 37.000\$, après sept ans de pratique dans la fonction publique. Alors qu'un policier de la Sûreté du Québec touche 39.500\$ après quatre ans. La aussi, le gouvernement a reçu un rapport recommandant une augmentation de rattrapage et une autre statutaire. Aucune réponse; ils considèrent ne pas être traités avec justice.

D'accord, il s'en trouvera pour dire que leurs revenus dépassent ceux de la moyenne; ceux qui ne voient pas là une réalité normale auront à réfléchir sur notre contexte social. Et sur les raisons qui font que certains groupes de travailleurs peuvent soutenir des avantages importants d'un gouvernement alors que d'autres ne sont jamais entendus.

Une raison, peut-être parmi d'au-

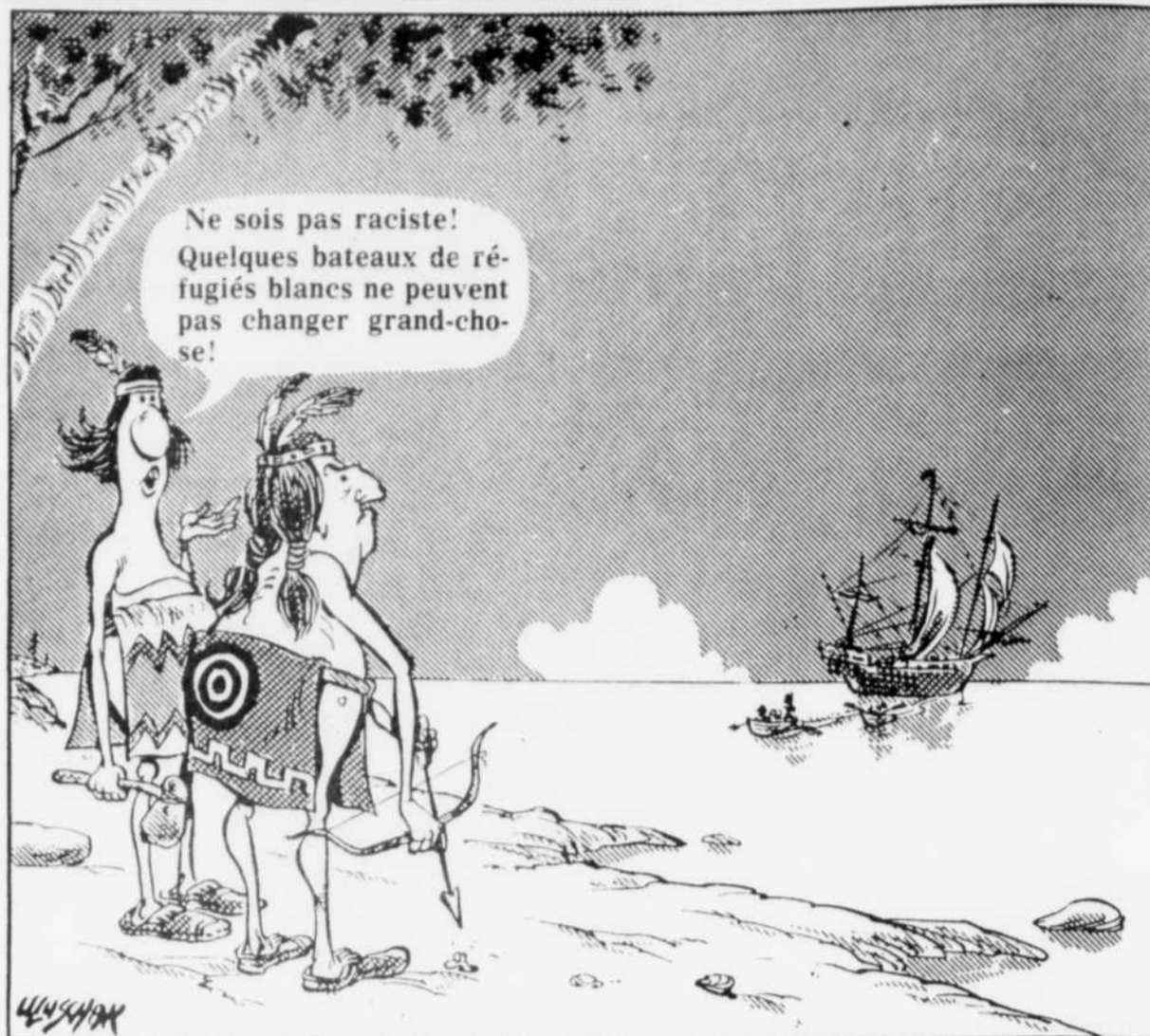
tres: le gouvernement ne craint d'aucune façon les remous suscités par un petit groupe de personnes qui ont peu d'influence sur l'opinion publique et, donc sur un enjeu électoral. La police est importante; pas la magistrature, pas les avocats.

Une vision à si courte vue fait peur.

Bien sûr, les avocats et les juges québécois ne peuvent influencer un vote. Mais la façon dont on les traite influence la vie démocratique. Car si ceux qui travaillent au service de la justice se sentent traités injustement, ils cessent de croire en ce qu'ils doivent servir. Ils perdent la foi.

Si eux perdent la foi en la justice, la Cour en est affectée. Et, bien évidemment, ceux qui s'en approchent. Que se produit-il dans un pays où la population ne croit plus en la justice? Qu'est-ce qui va se produire le jour où les détenteurs du pouvoir de justice vont crier à haute voix que notre système est injuste à cause d'un gouvernement qui ne répond pas aux appels à la justice?

Jean-Guy Dubuc
La Presse



OPINION DES LECTEURS

Le Québec doit sélectionner ses immigrants

Si les étrangers continuent à s'installer à Montréal au rythme actuel, sans aucun contrôle ni plan d'intégration de la société québécoise qui les accueille, cette dernière risque bientôt d'être la victime de perturbations dont l'on ne peut encore soupçonner la gravité.

Le danger de l'éclatement de la province est maintenant présent. Par leur laxisme, les politiciens en place seront bientôt dépassés et risquent d'être emportés par une vague de fond.

La minorité privilégiée du Québec se fait de plus en plus exigeante et après avoir désobéi aux lois du Québec notamment en matière d'éducation, elle exige maintenant d'avoir ses propres immigrants... et pourquoi pas son propre gouvernement dans un territoire séparé du Québec actuel. Il faut avoir à l'esprit, la création par les anglophones de deux Canadas séparés; Le Haut-Canada et le Bas Canada. Voilà où la veulerie des hommes en place va nous conduire.

Les droits personnels des individus ne peuvent avoir la primauté sur les droits collectifs. Les propos de Julien Harvey, devant les membres de la commission parlementaire de la culture, sont justifiés. En effet, le paupérisme actuel découlant d'un libéralisme exacerbé et dont le Canadien-français en est la victime à priori dans son propre pays, crée une concurrence déloyale sur le plan des petits emplois, et ce, par l'apport soudain non planifié d'éléments étrangers. La naissance d'un sous-proletariat est inadmissible dans une société évoluée pas plus que le servage ou toute autre forme de néo-esclavagisme.

Quant aux personnes qui demandent la démission du jésuite Julien Harvey, on peut s'interroger sur leur respect envers la liberté d'expression et sur l'esprit démocratique qui les anime. Ils feraient mieux d'exercer leur humanisme sur les malheurs du peuple franco-manitobain, victime du génocide provoqué par des étrangers qui vinrent s'installer au Manitoba. Ils devraient s'interroger sur les persécution linguistiques dont sont victimes les Canadiens de langue française hors Québec et également sur un certain ostracisme des franco-

phones dans les emplois des cadres supérieurs de l'armée et des polices et tout récemment sur le rejet par la population anglophone d'une Acadienne à un poste de maître de poste, en raison paraît-il de son origine ethnique ou de sa non appartenance au milieu.

Il faut avoir le courage d'aller au fond des choses. Ayant fait leur union politique contre le Québec en 1982 en y évincant le Québec du nouvel ensemble canadien, puis en 1987 en retardant l'admission du Québec dans le tout nouvel ensemble amendé du Canada, les provinces dites anglaises ont placé le Québec dans une situation terriblement ambiguë. On arrive à une situation paradoxale dans laquelle le Québec reçoit sur son territoire des immigrants d'un autre pays, qu'ils soient en règle ou non, ou encore des réfugiés, vrais ou faux. Le Québec n'est pas officiellement membre de ce nouveau Canada et les autres provinces retardent son admission, admission qui soulève des cri-

tiques et devient de plus en plus aléatoire à mesure que le temps passe. La preuve est faite que le reste du Canada nous rejette tels que nous sommes. Nous formons une population homogène avec sa culture, sa riche histoire issue d'une brillante civilisation et nous nous heurtions à la population hétérogène qui forme un autre Canada de plus en plus bâtarde par de nouveaux apports qui veut tout niveler à sa propre mesure, c'est-à-dire nous faire disparaître en nous faisant subir le coup d'un nouveau Manitoba.

En conséquence, le Québec doit se doter lui-même d'une politique d'immigration et faire sa propre sélection de ses immigrants. Les étrangers doivent savoir qu'on n'emporte pas son propre pays à la semelle de ses chaussures, qu'ils doivent s'intégrer et obéir aux lois du pays qui les accueille. (...)

Alexandre Séguin
Sherbrooke
membre libre de l'Institut des études prospectives

CIMO, la radio anglicisée

CIMO 106 appartenait à Claude Boulard, bien connu pour son travail dans le "show-bizz" québécois. Ce dernier décida de se départir de la station. C'est ainsi qu'au début de l'année 1987, CIMO changeait de propriétaire et passait dans les mains d'un géant: le réseau Radio Mutuel.

Cette transaction marqua un nouveau début pour CIMO, puisque les stations MF de Radio-Mutuel (CKMF 94 - Montréal et CHIK 99 - Québec) formaient le réseau "dance music". La vocation musicale était également modifiée: le pourcentage de musique francophone a été abaissé de 65 à 55 p.c. (sous les yeux approbateurs du CRTC).

Le langage de la station en subit aussi les contrecoups: les anglicismes poussent comme des champignons. Désormais, on se fait écorcher les oreilles par des animateurs qui se tiennent dans les bas-fonds de la langue française. Ils gagneraient certainement à refaire leur septième année. En plus, nous pouvons nous demander ce que vien-

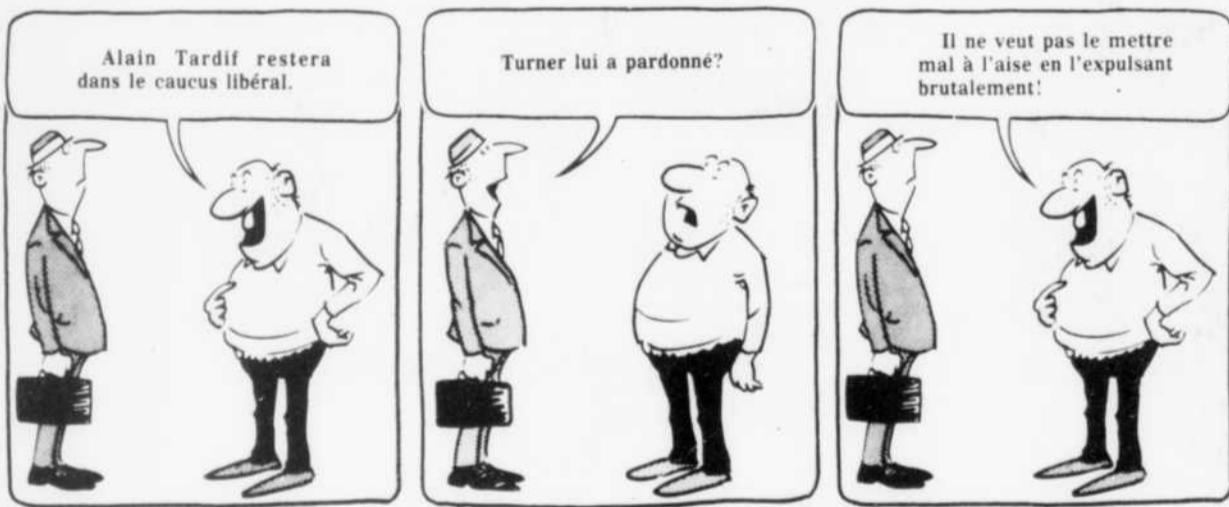
nent faire le "night life", les "hot spots", le "STAR 106" et son "starman", le "master mind mix", le "non-stop", et combien d'autres encore, avec une station francophone. A part ces noms de chroniques quelque peu anglicisées, on peut noter un emploi abusif d'expressions totalement anglophones ("...after this message", par exemple) employés par nos chers animateurs.

Si vous doutez de nos dires, synthonisez pendant quelques instants, CIMO 106, la station dance music. Écoutez ces "speakers" vomir leur langage (le "franglais") à vos oreilles. Vous en sortirez traumatisés et indignés.

CIMO 106 étant une station francophone, il est inacceptable qu'elle s'entête à utiliser un tel langage. Toute station de radio qui a de la classe et qui se respecte ne peut continuer dans cette direction. La classe va de pair avec un bon langage.

Deux ex-auditeurs qui espèrent le redevenir

Alain Roberge
Eric Lachance



POINT DE VUE

L'esclavage, une réalité quotidienne

Dans le cadre des travaux de la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, le Groupe de travail sur l'esclavage a tenu sa douzième session du 3 au 7 août dernier au Palais des Nations à Genève (Suisse). En effet, les Nations Unies se voient dans l'obligation d'intervenir dans un dossier qui, pour le commun des mortels des pays industrialisés, semble résolu depuis longtemps par les mesures législatives des différents pays qui ont officiellement aboli l'esclavage depuis le 18ème siècle: le Danemark fut, en 1784, le premier pays à interdire à ses sujets de faire le commerce des esclaves. La France suivit en 1794 (mais Bonaparte rétablit l'esclavage en 1802 pour l'abolir une seconde fois en 1815, mais rien n'y fit et la traite reprit de plus belle dès 1817; il faudra attendre 1848 pour que l'esclavage soit définitivement aboli en France) et le Royaume-Uni, en 1807. La Russie abolit le servage en 1861, les États-Unis libèrent leurs esclaves en 1865 et le Brésil fit de même en 1888. L'Éthiopie a éliminé progressivement l'esclavage à partir de 1924.

Le 25 septembre 1926 était signée, au siège de la Société des Nations, la Convention relative à l'esclavage; elle a été amendée en 1953 et en 1956. Au 31 mars 1987, 102 États avaient ratifié la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (1956).

Des dizaines de millions d'esclaves

Pourtant, la triste réalité est bien différente, puisque l'on estime à plusieurs dizaines de millions, le nombre des esclaves actuellement sous la coupe d'un tyran.

Depuis que la Convention de 1926 a été adoptée, il s'est avéré nécessaire d'élargir la définition que l'on retrouve à l'article premier: "l'esclavage est l'état ou condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux"; en effet, comme le notait le rapporteur spécial, M. Benjamin Whitaker, "la nature humaine est apte à trou-

ver de nouveaux moyens pour obtenir et conserver un contrôle complet sur autrui". D'ailleurs, le Groupe de travail sur l'esclavage a constaté que "les définitions des conventions pertinentes existantes ne couvraient pas tous les aspects actuels de la notion d'esclavage... Il a été généralement admis que la définition devrait être assez souple pour être applicable à toute nouvelle forme d'esclavage qui pourrait surgir ultérieurement et pour ne pas limiter la portée des recherches sur toutes ses manifestations possibles".

Ainsi, aujourd'hui la notion d'esclavage couvre non seulement l'esclavage traditionnel, mais également les manifestations contemporaines suivantes: l'Apartheid, le colonialisme, la servitude par dette, le travail forcé, le trafic illicite de travailleurs migrants, l'exploitation des toxicomanes, l'exploitation du travail des enfants et finalement les pratiques esclavagistes concernant les femmes, c'est-à-dire, le mariage et l'avortement forcés, les mutilations sexuelles des enfants du sexe féminin, les meurtres pour questions de dot, la traite et la vente des femmes et l'exploitation de la prostitution.

Les pays industrialisés

ne sont pas à l'abri

Comme on peut le voir, la notion d'esclavage s'est beaucoup élargie depuis quelques décennies, et les réalités qu'elle recouvre maintenant mettent clairement en lumière le fait que les pays industrialisés ne sont pas à l'abri du phénomène. Même si le Bureau International du Travail (BIT) estimait en 1981 que 75 millions d'enfants âgés de huit à quinze ans travaillaient dans les pays en développement, des cas ont aussi été signalés dans des pays développés, surtout depuis l'augmentation du chômage; au Royaume-Uni par exemple, il a été signalé en 1980 qu'une fillette de 12 ans travaillait à Birmingham 56 heures par semaine pour un salaire de cinq livres; de même, c'est après la mort de deux enfants de 10 ans servitude dans une mine en 1970, que la République fédérale d'Alle-

magne a découvert que 97 800 enfants travaillaient illégalement sur son territoire.

Exploitation des enfants

Pour la Commission des droits de l'homme, l'exploitation de la prostitution forcée est sans conteste une forme d'esclavage qui aujourd'hui met en cause des enfants de plus en plus jeunes ainsi qu'un nombre croissant de garçons.

Dans une communication écrite, basée sur une enquête effectuée en novembre 1986 et présentée à la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités dans le cadre de ses travaux de l'année 1987, la Fédération internationale des juristes démocrates notent "qu'il y a plus de 30 millions d'enfants abandonnés au Brésil. Parmi ceux-ci, les filles sont prostituées dès le plus jeune âge, la prostitution qui atteint la majorité des fillettes pauvres est un phénomène relativement récent, c'est aussi un phénomène mondial qui ne cesse d'augmenter. Des 6 ou 7 ans, les enfants sont mis à la disposition des hommes pour des rapports sexuels. Les petites filles n'atteignent pas souvent la vingtième année. Les maladies de la misère éprouvent presque tous les enfants des favelas, surtout dans des régions comme le Nordeste; il faut y ajouter les maladies vénériennes que l'enfant contracte avant sa dixième année. Les fillettes sont utilisées de préférence à des prostituées adultes et si elles gagnent parfois beaucoup plus que les ouvriers, c'est souvent le groupe de proxénètes qui ramasse l'argent et non pas l'enfant elle-même. Les exploités en font une véritable industrie.

Des ventes d'enfant ont été signalées pour la prostitution forcée dans un contexte de violence extrême, alors que le système judiciaire exerce très peu de contrôle.

Dans l'ensemble des régions visitées, les témoins ont dénoncé unanimement les pratiques policières envers les enfants, faites de violence, d'arrestations arbitraires, de complicité d'actes de délinquance et de proxénétisme. En fait, la police au Brésil considère

qu'elle a le droit de tout faire sans rendre de compte à personne. Il n'existe apparemment aucun contrôle de la part des instances officielles ou de l'opinion publique (...).

Il est indispensable de rappeler les dimensions mondiales de cette question, car les enquêtes effectuées dans tous les continents prouvent qu'il existe des groupes organisés souvent liés au trafic des stupéfiants et d'armes qui représente une puissance financière considérable et qui sont aussi indifférents au sort des enfants dont ils font commerce qu'aux droits de l'homme les plus élémentaires.

Donc, en dépit de la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (1956) et de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 317 (IV) du 2 décembre 1949, l'esclavage n'en continue pas moins d'être une réalité.

Pas suffisamment d'attention

Et comme le soulignait B. Whitaker, "jusqu'à une date toute récente, on n'a pas accordé suffisamment d'attention à plusieurs questions impliquant l'exploitation inexcusable de femmes et d'enfants et la violation de leurs droits. La raison pour laquelle on accordait presque toujours un faible rang de priorité aux injustices dont cette majorité de la population mondiale est victime, n'est peut-être pas sans rapport avec la sous-représentation des femmes dans presque tous les forums internationaux et diplomatiques ainsi que dans les postes élevés de l'Organisation des Nations Unies".

Une prise de conscience est également nécessaire si l'on veut que ce problème qu'est l'esclavage soit combattu non seulement par quelques personnes sensibilisées, mais aussi par l'ensemble de celles et ceux qui croient en un monde où les droits et libertés seront universels.

Jean-Claude Bernheim
Office des détenus

En Afrique du Sud

Explosion dans une mine d'or: 8 morts, 42 disparus

WELKOM, Afrique du Sud (AFP) — L'explosion survenue lundi matin au puits numéro 10 de la mine d'or de Saint Helena (à 300 km au Sud Ouest de Johannesburg) a fait huit morts et 42 disparus après la remontée hier soir de cinq nouveaux survivants, selon le dernier bilan communiqué par un porte-parole de la mine.

L'accident est survenu alors que des centaines de milliers de mineurs noirs regagnaient leur lieu de travail après la fin d'une grève dans les mines d'or et de charbon qui a duré 21 jours.

L'une des revendications des grévistes était d'obtenir l'augmentation des indemnités pour les familles des mineurs tués au cours de

leur travail. Au cours des négociations de dimanche, leur montant avait été porté à trois ans de salaires au lieu de deux précédemment.

Les huit cadavres fortement brûlés et les cinq survivants se trouvaient dans une station de pompage à quelque 700 mètres de profondeur, a précisé le porte-parole de la mine.

Les sauveteurs ont installé un siège-élevateur à une trentaine de mètres au-dessus de la station et tentent de remonter les survivants un par un. 30 minutes sont nécessaires pour chaque sauvetage à partir d'une deuxième station de pompage située à 460 mètres de profondeur.

Les 42 mineurs disparus, 37 noirs et 5 blancs, seraient dans un ascenseur qui descendait dans la mine au moment de l'explosion, selon le porte-parole. Lundi soir, cet ascenseur n'était toujours pas localisé par les sauveteurs qui utilisent une caméra dans leurs recherches, a-t-on ajouté de même source.

434 mineurs se trouvaient sous terre au moment de l'explosion. L'évacuation a commencé rapidement et certains ouvriers sont parvenus à remonter à la surface par

Les cinq survivants, atteints de brûlures, ont été ramenés à la surface à 22h00 locales, soit plus de quinze heures après l'explosion.

L'opération de sauvetage prendra plusieurs jours, a affirmé le porte-parole de Gencor, la société propriétaire de la mine.

Le syndicat national des mineurs noirs (NUM) a violemment critiqué lundi la sécurité des mines de la société Gencor, qualifiant celles-ci "d'endroits dangereux". Les mines d'Afrique du Sud sont "des pièges mortels" a ajouté le syndicat.

La cause de l'explosion n'était pas encore connue lundi soir mais les responsables de l'entreprise ont écarté toute hypothèse de sabotage. Leurs propres moyens.

Défaite

La défaite du Syndicat national des mineurs noirs sud-africains (NUM), qui a dû, face à la détermination du patronat, appeler dimanche les quelque 300.000 grévistes à reprendre le travail sans gain de cause sur les salaires, aura une influence durable sur le rapport de forces au sein de l'industrie minière sud-africaine.

Lundi après-midi, la plupart des grévistes avaient déjà repris le travail ou étaient sur le point de le faire. Le porte-parole du NUM, M. Marcel Golding, estimait à moins de 30.000 sur 340.000 grévistes le nombre de ceux qui n'étaient pas encore retournés à la mine.

Du côté du patronat, où l'on affirme que les grévistes n'ont jamais été plus de 230.000, on confirmait ce retour graduel à la normale.

Dressant le bilan de ces trois semaines de grève, le secrétaire général du NUM, M. Cyril Ramaphosa, a présenté la défaite du NUM comme une quasi-victoire. La grève est "une victoire importante pour les mineurs", a-t-il déclaré, la qualifiant de "répétition" pour l'année prochaine.

Pour la Chambre des mines, céder au NUM aurait créé un danger précédent pour l'avenir, en donnant au syndicat l'impression qu'il pouvait faire plier le patronat par la menace systématique de la grève.



Huit mineurs ont été tués et 42 étaient portés disparus hier soir à la suite d'une explosion survenue dans la matinée au puits numéro 10 de la mine d'or de Saint Helena, à 300 km au sud de Johannesburg.

Désarmement: l'URSS relance son exigence sur les Pershing

MOSCOU (AFP) — L'URSS a relancé lundi son exigence de voir spécifiquement incluses dans un accord de désarmement entre Moscou et Washington les ogives nucléaires américaines équipant les 72 fusées Pershing-1A ouest-allemandes.

M. Viktor Karpov, l'un des responsables soviétiques du désarmement, a ainsi jugé que les négociations de Genève "ne se sont pas rapprochées d'un accord" et que "pratiquement rien n'a changé" depuis que le chancelier Helmut Kohl s'est dit prêt sous certaines conditions à renoncer aux Pershing-1A ouest-allemandes.

Faisant un point de la situation, dans une interview accordée à l'agence TASS, le chef du département sur la limitation des armements et le désarmement au ministère soviétique des Affaires étrangères, a reformulé, en l'appliquant uniquement aux ogives (qui sont sous contrôle américain), la demande soviétique de voir pris en compte les Pershing-1A dans un traité.

Cette exigence, refusée à ce jour par la RFA, est également répudiée

par les Etats-Unis qui ne souhaitent pas discuter dans le cadre des pourparlers de Genève de ces missiles appartenant à un pays tiers.

"La nature même du problème est: les ogives américaines équipant les fusées intermédiaires de plus courte portée (SRINF) seront-elles prises en compte dans l'accord soviéto-américain sur le démantèlement de deux types d'armes — missiles à moyenne et à plus courte portée — sur une base globale?" expose M. Karpov qui a jugé que la déclaration du chancelier Kohl "n'aide pas à résoudre ce problème".

Un navire koweïtien attaqué

MANAMA (AFP) — Les représailles iraniennes après la reprise des raids irakiens dans le Golfe ont visé lundi un porte-conteneurs koweïtien, tandis que le sixième convoi escorté par la marine américaine poursuivait sa route normalement vers le Koweït.

Un porte-conteneurs koweïtien, le Jebel Ali (20.000 tonnes), a été attaqué lundi à la mitrailleuse et au lance-roquettes antichar par une vedette rapide, a indiqué le propriétaire du navire, la compagnie koweïtienne United Arab Shipping.

L'attaque a eu lieu dans le Golfe, près du détroit d'Ormuz, au large de Oum al-Qaiwain (Dubai, Emirats arabes unis). Deux projectiles ont touché le bateau mais l'équipage est sain et sauf.

La responsabilité de l'Iran dans cette attaque non revendiquée est quasiment certaine pour les milieux maritimes du Golfe. Téhéran avait annoncé des représailles à la suite de la rupture samedi par l'Irak d'une trêve de 43 jours dans la "guerre des pétroliers".

Cette brusque escalade militaire a coïncidé avec l'entrée dans le Golfe, dimanche, du sixième convoi de la marine américaine. Deux pétroliers koweïtiens ré-immatriculés aux Etats-Unis escortés par six bâtiments de guerre ont continué lundi à faire route, apparemment sans incidents, vers le terminal de Mina al-Ahmadi, au Koweït.

Les rebelles avaient prévu un gouvernement militaire provisoire

MANILLE (AFP) — Les auteurs du soulèvement militaire vendredi aux Philippines avaient l'intention de mettre sur pied un gouvernement militaire provisoire et d'appeler à l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle, selon une déclaration des rebelles remise lundi à la presse.

La déclaration datée du 29 août, le lendemain de la tentative de coup d'Etat, et signée par "Le gouvernement provisoire de la junte au pouvoir" siégeant sur l'île centrale de Luçon, principale île de l'archipel philippin, était adressée à tous les militaires et civils et apparemment destinée à être publiée en cas de succès du putsch.

"Le gouvernement actuel ne contrôle plus la paix et l'ordre dans ce pays", déclare le communiqué, qui affirme que les communistes "détiennent de hauts postes de responsabilité" et que la corruption a doublé depuis l'accès au pouvoir de Mme Corason Aquino il y a 18 mois. Le texte ajoute que le pays sera dirigé par un gouvernement militaire provisoire "jusqu'à ce que les conditions politiques se soient stabilisées" et une élection présidentielle organisée.

EN 1984, HYUNDAI FAISAIT DEUX PROMESSES.

LA PREMIÈRE S'EST RÉALISÉE ET LE TEMPS EST VENU D'ACCOMPLIR LA SECONDE.

En arrivant au Canada, nous avons promis de vous offrir des valeurs vraies. C'est chose faite avec nos Hyundai Pony, Stellar et Excel: ces voitures comprennent plus de caractéristiques de qualité sans frais supplémentaires que les autres véhicules dans la même gamme de prix.

Deuxième promesse: la satisfaction à long terme de notre clientèle. C'est en marche!

Notre désir est de vous voir aujourd'hui tout aussi satisfait(e) de votre Hyundai qu'au moment de l'achat.

Voici donc le Programme Hyundai de consolidation de la qualité.

Nous avons dressé une liste d'éléments qui pourraient nécessiter une attention particulière, maintenant que votre voiture a un peu plus d'expérience routière.

Et nous avons demandé à nos concessionnaires de s'occuper de toute cause possible d'ennuis, identifiée dans cette liste, qui devrait être réparée ou remplacée.

À nos frais.

C'est un programme destiné aux propriétaires de Hyundai Pony, Stellar et Excel dont la voiture, neuve ou d'occasion, était enregistrée comme véhicule neuf le 1^{er} septembre 1984 ou après et qui a roulé moins de 60 000 km.

La prochaine fois que vous visiterez un concessionnaire Hyundai pour l'entretien de votre voiture, on procédera à la vérification des éléments correspondant à notre liste. Le cas échéant, les réparations et/ou les remplacements des pièces prévues au Programme ne vous coûteront rien.

Aucuns frais pour les pièces. Aucuns frais de main-d'oeuvre.

Veillez s'il vous plaît prendre note qu'il ne s'agit pas d'un rappel de voitures.

C'est une consolidation de qualité qui ne concerne peut-être pas votre véhicule.

Mais c'est notre façon de vous dire comment Hyundai tient ses promesses.



HYUNDAI
Des voitures bien pensées.

Le Programme Hyundai de consolidation de la qualité s'applique à tous les modèles 1984, 85, 86, et 87 enregistrés comme véhicules neufs le 1^{er} septembre 1984 ou après, qui n'ont pas roulé plus de 60 000 km et dont l'entretien et le service ont été sérieusement effectués par des gens responsables. Seules les pièces et composants d'origine Hyundai seront réparés ou remplacés dans ce Programme. Le travail déjà complet, avec ou sans garantie, avant le 1^{er} septembre 1987 n'est pas couvert par ce Programme et ne sera pas remboursé. Les voitures utilisées comme véhicules commerciaux sont exclues du Programme. Ce Programme n'exclut pas ou ne remplace pas les garanties achetées par le propriétaire du véhicule.

Hyundai de l'Estrie
4500, boul. Boirque
Sherbrooke (Rock Forest)
564-0777

Bouchard Automobiles
1275, boul. St-Joseph
Drummondville 477-0673

Hyundai Coaticook
4 Route 147
Coaticook 849-4166

Hyundai s'implante chez nous pour mieux nous servir

la tribune vivre en 87

Marie Jodoin nommée à la tête du département de santé communautaire du CHUS

SHERBROOKE — Le docteur Marie Jodoin vient d'être nommée cheffe du département de santé communautaire du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS).

La nouvelle cheffe entre en fonction dès aujourd'hui. Elle succède au docteur Roberto Iglesias, maintenant directeur des services du CHUS.

Médecin-consultante au sein du département de santé communautaire (DSC) depuis 1975, Marie Jodoin a contribué directement à la mise sur pied de ce service.

Titulaire d'un doctorat en médecine de l'Université de Montréal, le docteur Jodoin a principalement œuvré dans les domaines de l'hygiène publique et de la médecine préventive. L'hygiène maternelle, la planification des naissances et la médecine scolaire, sont tous des aspects de la santé auxquels la nouvelle cheffe s'est intéressée.

En Estrie, Marie Jodoin a contribué à l'établissement des services de santé à l'école Le Touret de Rock Forest et à la mise sur pied de la clinique de planification des naissances du CHUS. La nouvelle cheffe du DSC a également mené à terme plusieurs projets de recherche, notamment sur la valeur du dépistage en milieu scolaire.

Protection

Le département de santé communautaire du CHUS a pour mandat de s'engager dans des activités tangibles de protection et de promotion de la santé physique et mentale. Cette année, quatre dossiers retiennent particulièrement l'attention du DSC: la santé au travail, le contrôle des maladies infectieuses et toxiques, la santé dentaire



Marie Jodoin

et les programmes de surveillance des états de santé.

Les priorités du département pour l'Estrie ont été définies conjointement avec les intervenants en santé du milieu régional. Le DSC entend privilégier les secteurs d'intervention reliés tant aux problèmes de santé mentale qu'aux problèmes d'ordre physique.

Du côté de la santé mentale, le département axera ses efforts vers la difficulté dans l'accomplissement des rôles parentaux, les problèmes d'alcool et de drogues. Concernant la santé physique, les accidents et les traumatismes routiers demeurent une priorité pour le département.

En bref

• "Le sens de la famille" chez les Tremblay

L'Association des Tremblay d'Amérique organise un grand rassemblement des familles Tremblay, pour célébrer le 300ième anniversaire du premier arrivant en Nouvelle-France, Pierre Tremblay. Cet événement se déroulera sous le thème "Le sens de la famille", les 17

et 18 octobre prochain au Manoir Richelieu, dans la région de Charlevoix. Les personnes qui désirent s'inscrire peuvent le faire en communiquant avec l'Association des Tremblay d'Amérique, C.P. 6700, Sillery, Québec, G1T 2W2.

Les femmes sur les conseils d'administration des sociétés publiques Une place encore très mince

TORONTO (PC) — En 1976, le président du conseil d'administration de la Banque Royale du Canada provoquait un tollé en affirmant que cet établissement n'avait trouvé aucune femme qualifiée pour siéger sur son bureau de direction.

Le président d'alors, Earle McLaughlin, comme l'ont expliqué ultérieurement les services de relations publiques de la banque, voulait dire que la Royale n'avait aucune cliente assez riche et influente pour devenir directrice.

Les remarques de M. McLaughlin avaient heureusement permis la nomination de nombreuses femmes au sein des conseils d'administration de nombreuses sociétés. Malgré tout, une analyse des conseils d'administration de sociétés publiques révèle une image qui est loin de faire large place aux femmes.

Si, dans le domaine des services financiers, on retrouve plusieurs femmes, surtout dans les assurances, il n'en va pas de même dans les banques.

La Banque Canadienne-Imériale de Commerce et la Banque Toronto-Dominion ne comptent qu'une seule femme parmi leurs bureaux de direction qui regroupent respectivement 36 et 35 directeurs. Deux femmes ont été nommées à la fin des années 70 sur le conseil d'administration de la Banque Royale qui regroupe en outre 42 hommes. La Banque de Montréal compte trois femmes sur son conseil.

Aucun des trois grands fabricants d'automobiles du Canada n'a jugé bon de nommer une femme sur son conseil de direction, malgré les études qui ont prouvé que les femmes influencent considérablement une

direction d'une femme sur leur conseil de direction", de dire Patrick O'Callaghan, de la firme Caldwell Partners, de Vancouver. "Le problème consiste à trouver une femme possédant une expérience lui permettant de contribuer réellement à l'essor d'une compagnie."

Les compagnies, pour leur part, affirment avoir de la difficulté à trouver la "femme réellement compétente" du fait que les anciennes méthodes de recrutement sont difficilement applicables aux femmes.

Les nouveaux directeurs, par tradition, sont généralement recrutés parmi les personnes œuvrant depuis longtemps dans la politique et le monde des affaires: ex-ministres, avocats déjà intéressés à l'organisme et, encore plus souvent, des

directeurs d'autres compagnies déjà connus de réputation par le conseil d'administration à la recherche de nouveaux candidats.

Cette dynamique n'est plus la même lorsqu'on recherche une femme, comme on pu s'en convaincre les dirigeants de General Foods, à Toronto. Le président de cette firme, Robert Hurlbut, a admis qu'il avait en main une chemise contenant un grand nombre de candidats, mais aucune femme.

"Nous désirions

avoir recours à une femme pour occuper ce poste", dit-il. "Il n'y a malheureusement pas beaucoup de femmes ayant une grande influence et qui sont très connues du public. Celles qui répondent à ces critères sont si recherchées par de nombreux conseils d'administration qu'on hésite à entrer en contact avec elles."

General Foods a donc fait appel à une spécialiste du recrutement, Meg Mitchell, pour rechercher des candidates. La compagnie a ainsi recruté une nouvelle directrice: il s'agissait d'une femme qui dirigeait déjà sa propre firme.

Mme Mitchell, qui reconnaît que les candidates aux postes de directrices sont actuellement peu nombreuses mais en nombre croissant, croit que de plus en plus de femmes seront nommées sur les conseils d'administration, au cours des prochaines années.

"Il faudra du temps avant que les femmes soient véritablement présentes."

Les candidates

"Toutes les compagnies entretiennent avec enthousiasme la nomi-

SPECIAUX
Stores verticaux et horizontaux
sur mesures
DRACO
50%

DÉCOR NW
SHERBROOKE

156 nord, rue Wellington Sherbrooke — 563-8484 330, des Erables Sherbrooke — 586-7336

L'ANGLAIS
ÇA S'APPREND AU
COLLEGE CHAMPLAIN

ELEMENTAIRE - INTERMEDIAIRE - AVANCE

Cours de jour à Sherbrooke au 554, rue Ontario
Cours de soir à Lennoxville

FRAIS
Admission: 10.00\$
Inscription: 40.00\$
Scolarité gratuite
563-9577

Inscription à LENNOXVILLE
Collège Champlain
Edifice McGreer
18h30 — 20h30
Mardi 1er septembre 14h — 16h
Mardi 2 septembre
Mercredi 3 septembre 563-9577

Améliorez vos chances au travail. Ayez du plaisir pendant vos vacances... sentez-vous à l'aise en anglais...

SERVICE DE L'ÉDUCATION AUX ADULTES
Rue Collège, Lennoxville — J1M 2A1

Nous avons une surprise pour vous!

A l'Entrepôt, cette semaine GRATUITS PAQUETS-SURPRISES

et les meilleurs achats, n'importe où, en fait de superbes tissus d'automne et d'hiver.

La vente de tissus à l'Entrepôt bat son plein, et nous ajoutons de nouveaux tissus d'automne et d'hiver à chaque jour.

Et dès aujourd'hui, les premiers 1500 clients qui achèteront pour \$4.00 ou plus, à l'Entrepôt, recevront un paquet surprise contenant pour \$2.00 ou plus de marchandise!

C'est payant de magasiner à l'Entrepôt!

Entrepôt Au Bon Marché
121, rue Dépôt

Stationnement gratuit samedi.
Stationnement municipal, rue Dépôt.
Jeton de stationnement gratuit, lors d'un achat.

AU SERVICE DU CAMIONNAGE

Antoine Almassy
est maintenant à votre service chez

KENWORTH
SHERBROOKE enr.

PIÈCES DE CAMIONS LOURDS
 ATELIER DE MECANIQUE DIESEL

- réusinage de moteurs diésel
- réusinage de moteurs industriels
- salle d'injection pour Diésel
- réusinage de turbos

Ouvert du lundi au vendredi 8h à 21h30

KENWORTH SHERBROOKE
1175 Galt est
(819) 569-2575

CUMMINS **CAT** **Detroit Diesel**

Vente de camions
Pièces et Service

La garderie Chapeau de paille entrevoit l'avenir avec confiance



par Maxime DOYON
ROCK-ISLAND — La garderie Chapeau de paille de Rock-Island, a vu son permis d'opération renouvelé pour une période de deux ans par l'Office de la garde du Québec.

La responsable de la garderie, Lise Théberge, a précisé que ce renouvellement est attribuable au fait que dans ses deux ans d'existence, la garderie a rencontré tous les critères de l'Office de la garde

du Québec. Ces critères concernent la sécurité, l'entretien, le personnel et l'alimentation.

"On entrevoit l'avenir avec beaucoup de confiance, ajoute-t-elle. Nous avons atteint une participation quotidienne d'environ 70 pour cent, avec une moyenne de 16 enfants". Présentement, 27 jeunes sont inscrits et une campagne de recrutement est amorcée.

La garderie a organisé un après-midi d'information pour les parents désireux de connaître les modalités de fonctionnement.

Un creux

A la fin de l'année 86, la participation à la garderie se situait à près de 30 pour cent, ce qui mettait en péril l'avenir de la garderie. Le creux de la vague a été comblé, semble-t-il,

car plus de gens envoient leurs enfants à la garderie. Pendant l'été 87 le nombre de participants a augmenté, "à cause des résidents des chalets environnants".

La présidente de l'organisme, Marie-France Journet, estime "que les critiques sont positives et que, tranquillement, la garderie prend sa place dans la région des Villes frontalières". Outre Mme

Journet à la présidence, on retrouve au conseil d'administration Judith Jacobi, vice-présidente, Nancy Wing, secrétaire-trésorière, Jacques Dupont et Lise Carbonneau.

Quatre personnes travaillent à la garderie, financée par le gouvernement provincial et une contribution des parents dont les enfants fréquentent la garderie.

Les responsables de la garderie Chapeau de paille de Rock-Island, Lise Théberge et Marie-France Journet, entrevoient l'avenir avec confiance.

(Photo La Tribune par Maxime Doyon)

Un pas vers une formation voulue plus polyvalente

SHERBROOKE (MR) — Franchissant un pas vers l'application du nouveau programme l'an prochain, le département d'imprimerie du Triplet donne cette année à ses finissants un programme d'imprimerie générale qui regroupe les deux anciennes spécialisations: photolithographie et presses.

quels on retrouve de l'imprimerie: il s'en trouve sur le papier peint, le plastique, le métal. "On ne peut faire un pas sans rencontrer de l'imprimerie; dès le matin, en se levant, on en trouve sur sa boîte de céréales."

Ce n'est pas demain que Le Triplet devra fermer son département d'imprimerie.

**MARTINEAU
ABATTAGE
D'ARBRES**
• Tailles d'arbres,
de haies de cèdre
• ESSOUCHAGE
• MÉCANISÉ
565-0303

SPÉCIAUX D'OUVERTURE
du 1er au 5 sept. Optez pour le "CONFORT AU TRAVAIL"

— Pantalons "Big Bill" Rég. 23.95\$ Spécial 20.95\$	— Chaussures à bout d'acier "Royer" Rég. 92\$ Spécial 88.95\$
— Chemises poly-coton "Big Bill" Rég. 21.95\$ Spécial 19.95\$	— Couvre-tout "Big Bill" Rég. 38.95\$ Spécial 35.95\$
et plusieurs autres articles en magasin.	— Jeans délavés "Big Bill" Rég. 34.95\$ Spécial 29.95\$

VÊTEMENTS le roy Clément Roy, propr.
613 King est, Sherbrooke

HALLUS VALGUS

Courroie de nuit pour aider à corriger la position de l'orteil.

Service orthopédique Sherbrooke
Fernand Groleau
600, rue King est
Sherbrooke — coin 7e Avenue **566-5551**



Guy Godbout

Le professeur Guy Godbout, rappelant que le département n'a pas accueilli de nouveaux élèves cette année afin de se conformer aux nouvelles exigences de la formation professionnelle, estime que les finissants actuels, qui ont commencé leur cours l'an dernier, tireront profit d'une formation plus polyvalente.

Le département d'imprimerie du Triplet a toujours connu du succès, à preuve, mentionne M. Godbout, 14 des 16 finissants de juin dernier ont déjà un emploi. Avec un programme enrichi, le département répondra encore davantage aux besoins de l'industrie, juge-t-il.

Le nouveau programme conduisant à un Diplôme d'études professionnelles permettra aux élèves de faire leurs apprentissages non seulement aux presses et en photolithographie, mais en montage, en typographie, en sérigraphie, en façonnage et en photocomposition, par exemple. Les élèves pourront ainsi mieux s'adapter encore aux exigences d'un employeur.

Trois sessions

Si la nouvelle politique de formation professionnelle prolonge d'un an ou deux la formation générale avant qu'un élève puisse entrer au secteur professionnel, la formation en imprimerie, de son côté, se donnera en un an et demi plutôt qu'en deux ans. Il y aura donc trois sessions au lieu de quatre.

M. Godbout estime aussi que le fait d'avoir complété leurs cours académiques avant d'entrer au professionnel aura un autre avantage pour les jeunes: ils pourront entièrement se consacrer à leurs cours professionnels au lieu de toujours porter le souci de leur succès en français, en mathématiques ou en d'autres matières.

Besoins nombreux

Les besoins sont nombreux en imprimerie, ce qui explique la facilité qu'ont les élèves de trouver un emploi. Ceux-ci font d'ailleurs un stage en entreprise pendant leur formation, ce qui leur permet de faire valoir leur potentiel auprès des imprimeurs et, assez souvent, c'est le milieu qui les a accueillis pour leur stage qui les prend à son emploi.

A première vue, note Guy Godbout, les gens ne sont pas conscients de l'omniprésence de l'imprimerie: il n'y a pas que des livres, des journaux, des cartes sur les-

Les enfants aiment nos vêtements...
et les mamans économisent!

Vente de liquidation de vêtements pour bébés et enfants

Au Bon Marché a acheté le stock du Royaume de l'Enfant, de Thetford Mines, QC.
Cette marchandise de qualité sera en vente **demain, mercredi**

Vous économiserez jusqu'à 75% sur prix originaux
sur vêtements pour enfants de 0-14 ans, incluant:

Costumes de neige	Chemises-T
Pantalons	Ensembles
Chandails	Bas
Léotards	Tuques
Mitaines	Etc.

Au 3e étage

Au Bon Marché
45, King ouest
569-7444

Jetons de stationnement gratuit lors d'un achat

La vie dans les Cantons



Atelier d'orientation au travail

Huit jeunes de l'école secondaire ont participé, cet été, à l'Atelier d'orientation au travail, parrainé par la Maison des jeunes d'Ascot-Corner. L'atelier s'est clôturé dernièrement par une rencontre d'information portant sur les cours offerts par le Cégep de Sherbrooke. Cette conférence a été animée

par Robert Coulombe (debout, à droite). A sa gauche, Mireille Lambert, responsable du groupe, qui était composé de Nadia Lamotte, Chantale Turcotte, Irène Carrier, Eric Leblond, France Duval, Vicky Carrier, Jacinthe Nault et Isabelle Philie.

(Photo La Tribune par Claude Poulin)



Coopérative d'habitation

La coopérative d'habitation Le Rond-coin a été inaugurée à Sherbrooke. Sur la photo, dans l'ordre habituel, André J. Hamel, député provincial de Sherbrooke, Sylvie Laber-

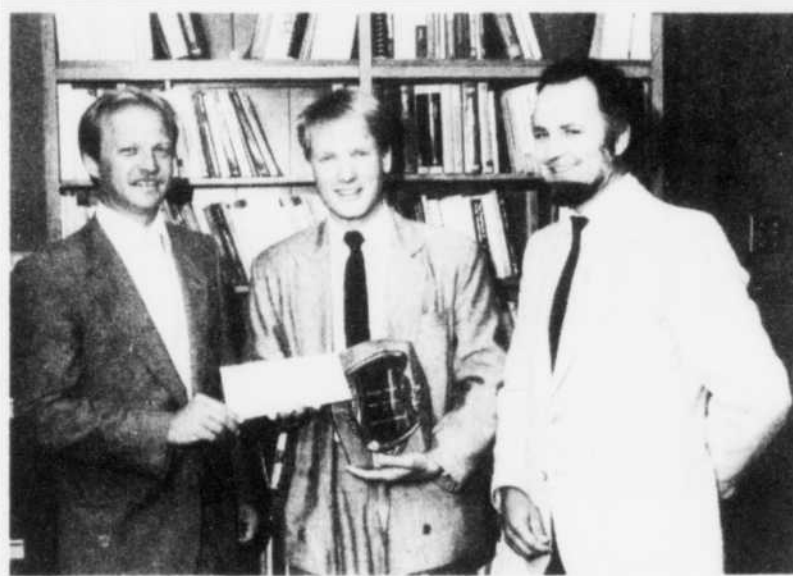
ge, vice-présidente, Yves Martin, représentant Jean Charest, le député fédéral de Sherbrooke, ainsi que Ginette Forget, secrétaire de la coopérative.

(Photo La Tribune par Jacques Corvesse)

La Tribune salue



Denis Crête, directeur général de l'Auberge du Pin Solitaire.



Bourse de 1,000 \$

M. Roger Racine, directeur des services administratifs du Trust Royal, à gauche, a remis une bourse de 1,000 \$ à M. François Thibault, pour la meilleure performance des étudiants en maîtrise à la faculté d'Administration de l'Université de Sherbrooke. M. Paul Prévost, doyen de la faculté, à droite, a assisté à la remise de cette bourse.

(Photo La Tribune par Claude Poulin)



Subvention de 50,000 \$

Le député provincial de Sherbrooke, André J. Hamel a remis une subvention de 50,000 \$ à la direction de la radio communautaire de Sherbrooke, CFLX MF, dans le cadre du programme PAMEC (programme d'aide à la radio communautaire) du ministère des Communications. Le chèque a été remis au directeur-général de CFLX, Réal Bergeron.

(Photo La Tribune par Claude Poulin)



Clôture des activités

Les Ateliers d'orientation au travail parrainés par le Pont B.R.I.J.E. ont clôturé leurs activités lors d'une soirée tenue récemment. Au cours de cette soirée, le ministre d'Etat à la Jeunesse et député fédéral de Sherbrooke, M. Jean Charest, a remis différentes attestations aux jeunes qui ont profité d'un AOT, cet été. Il a ainsi remis une attestation à M. Stéphane Labrecque, lequel, incidemment, est le créateur du logo qui ornaient les attestations.

(Photo La Tribune par Claude Poulin)



Gros bol de fraises

PORTAGE LA brique du plus gros bol de fraises (PC) — Mal-toba (PC) — Mal- au monde. Ils ont dû céder la victoire aux citoyens de la ville de Kent, en Grande-Bretagne. Leur bol de 515,9 kilos de fraises, qui a dû être halé et pesé

par une trentaine de volontaires, n'a pu rivaliser avec les 565,2 kilos de leurs concurrents de Kent.

"Bel effort", leur a-t-on dit en substance dans le télégramme envoyé par les responsables du Guinness. "Qui sait, peut-être voudrez-vous tenter à nouveau votre chance?"

Le porte-parole du club Kinsmen local, Dave Quinn, qui avait organisé l'événement pour le lancement du festival local de la fraise, a admis qu'il était un peu déçu. Le record mondial précédent, 387 kilos de fraises.

Carnet communautaire

Marie Coupal, auteure de "Le rêve et ses symboles" et "Voyez clair dans vos rêves", sera présente pour une séance de signatures et pour des rencontres, le vendredi 4 septembre, de 14h à 21h, à la Librairie Esotérique Isis, à Sherbrooke.

Ephémérides

C'est le mardi 1er septembre 1987, 244e jour de l'année. Fêtes à souhaiter:

- Gilles (abbé dans le Gard, VIe siècle. Anniversaires historiques: 1983 — Un avion de chasse soviétique détruit en plein vol un Boeing sud-coréen transportant 269 personnes. 1978 — L'ex-député fédéral de Shefford Gilbert Rondeau est reconnu coupable d'avoir fait incendier sa maison. 1972 — Un incendie criminel fait 42 morts et 40 blessés au café Blue Bird à Montréal. 1970 — Mort de l'écrivain et journaliste français François Mauriac, à l'âge de 85 ans. 1969 — Putsch en Libye, où est proclamée une République arabe libyenne. 1968 — Les autorités iraniennes annoncent que plus de 8,000 personnes ont péri dans une série de secousses telluriques. 1963 — Les députés créditistes du Québec désavouent Robert N. Thompson comme chef national du parti. 1961 — Le gouvernement Lesage au Québec annonce la création de la Société générale de financement. 1948 — Entrée en vigueur d'un nouveau code fédéral du travail. 1945 — La reddition du Japon est signée à bord du cuirassé américain Missouri, mouillé en baie de Tokyo. 1939 — L'invasion de la Pologne par l'Allemagne marque le début de la Deuxième Guerre mondiale. 1923 — Un tremblement de terre au Japon fait plus de 100,000 morts à Tokyo et Yokohama. 1905 — Création des provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan. 1904 — Le policier montréalais Etienne Desmarreau remporte la médaille d'or du lancer du poids de 56 livres aux Jeux olympiques de Saint-Louis.

1706 — Les Anglais repoussent les Franco-Espagnols à Charleston (Caroline du Sud). Ils sont nés un 1er septembre: Le compositeur allemand Engelbert Humperdinck (1854-1921) L'homme politique et membre de l'Académie française Jean Mistler (1897) Joachim Balaguer, ancien président de la République dominicaine (1907) Le comédien italien Vittorio Gassman (1922)

PENSÉE DU JOUR:

Quand on n'a pas ce que l'on aime, on aime ce que l'on a. (Roger De Bussy-Rabutin)

Notes d'histoire

Né à Sherbrooke en 1933, il entre au service d'une firme montréalaise d'experts comptables en 1961, après des études classiques au Séminaire St-Charles-Borromée et des études à la faculté d'Administration de l'Université de Sherbrooke. Il se joint, trois ans plus tard, à la firme Bélanger, Saint-Jacques, Sirois et Comtois, à présent Bélanger Hébert, dont il deviendra un des associés, quelques années plus tard. Il a exercé sa profession durant toute une décennie à Lac-Mégantic où il a été un des administrateurs de la Caisse d'entraide économique de Frontenac et de la compagnie Torpedo. Il travaille maintenant au siège social de Bélanger Hébert, à Sherbrooke.

Réponse à la question de lundi: Roger Maltais.

PROMOTION DU MOIS

HÔTEL



La salle à manger LE CHEVALIER

Tout le mois de septembre nous vous offrons une promotion vraiment digne d'une Grande Salle à Manger

Homard au frisson de curry sur riz

Potage Châteaubriand Bouquetière Dessert au choix du chariot Café

Pour seulement

14,95 \$

Servi de 17h à 23h du lundi au vendredi avec la musique de Camylle Robert

Elegant & Séduisant

1200 ouest, rue King, Sherbrooke, Qué. Réservations: (819) 567-3941

LE SPORT D'ÉQUIPE AU YMCA c'est formidable!

- Badminton
- Volley-ball
- Basket-ball
- Hockey de salon
- Activités éducatives préscolaires pour les 3 à 5 ans (à la garderie)
- Programme "Viens jouer avec moi" (pour les enfants de 3 mois à 3 ans)

Période d'inscription du 31 août au 4 septembre

Début des programmes le 14 septembre

Inscription sur place seulement

Ouvert 7 jours sur 7
 Lundi-vendredi de 7h00 à 22h00
 Samedi-dimanche de 9h00 à 17h00

CENTRE YMCA
 300, rue Montréal
 Sherbrooke

569-7488

Inscrivez-vous dès maintenant!

Un espoir pour les espèces menacées

par Hubert LAVERNE

OTTAWA (AFP) — Alors que la population mondiale vient d'atteindre cinq milliards d'hommes, le sort des espèces animales et végétales devient de plus en plus préoccupant: les espaces réservés à la vie sauvage ne cessent de décroître face à l'extension des terres cultivées.

Pour permettre à la Nature et à l'Humanité de survivre, 95 pays ont signé la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) conclue en 1973 à Washington. Réglementer le commerce, estimait-on alors, c'est mettre un frein à l'avidité des braconniers et des trafiquants de tout poil qui n'hésitent pas à mettre en péril la survie des espèces qui leur permettent provisoirement, de se remplir les poches.

Les temps ont changé, la mode a passé et les léopards sont bien loin d'être en voie d'extinction, puisqu'on en compte de 700.000 à 850.000 en Afrique, selon un rapport présenté aux quelques 700 spécialistes représentant les Etats signataires mais aussi 170 Organisations Non Gouvernementales (ONG) à la sixième conférence bisannuelle de la CITES, qui s'est tenue du 12 au 24 juillet à Ottawa.

Des ressources renouvelables

Les mentalités aussi ont changé, sous l'impulsion du Secrétariat général de la CITES et des ONG qui travaillent à faire respecter la Convention de Washington. Le secrétaire général, le Canadien Eugène Lapointe, s'est réjoui de l'accueil fait par les délégués au rapport établi par Rowan Martin du Zimbabwe; et Tom de Meulenaer de Belgique, bien que celui-ci recommande que les léopards soient retirés de l'Annexe I de la CITES, qui interdit tout commerce international et portés à l'Annexe II qui autorise un

commerce réglementé. "Le consensus général qui s'est dégagé et l'absence de toute réaction hostile a remarqué M. Lapointe, montrent clairement que le principe de la CITES voulant que l'on considère la faune et la flore sauvages comme des ressources renouvelables afin d'en assurer la conservation a été largement admis."

Selon M. Martin et de Meulenaer, en effet, le léopard, par une chasse sportive et une vente contrôlée des peaux et des trophées, pourrait contribuer pour quelques 29 millions de dollars américains aux revenus des pays africains et aux citoyens respectueux des lois.

Les Inuits et les phoques

"Pendant trop longtemps, souligne Eugène Lapointe, on a dit qu'il fallait sauver les tigres, mais sans expliquer pourquoi".

Il y a une dizaine d'années, les campagnes menées par Greenpeace et Brigitte Bardot contre "le massacre des bébés phoques au Canada" avaient abouti à un très fort ralentissement de cette chasse séculaire, source traditionnelle de revenus pour les autochtones qui vendaient les fourrures. Depuis, Greenpeace a dû présenter des excuses aux populations menacées dans leur équilibre traditionnel, mais le marché européen des peaux a disparu tandis que la multiplication des phoques entraînant une diminution des bancs de morue, selon les pêcheurs locaux.

Cette fois-ci, les 25.000 Inuits du Canada se sont opposés d'emblée à une résolution néerlandaise deman-

dant l'inscription du morse en Annexe II de la Convention. Appuyés par le Danemark, les Etats-Unis et le Canada, qui comptent des communautés esquimaudes, ils ont fait valoir que la population de morses du Pacifique était stable, ou même en progression, et qu'elles n'étaient nullement menacées par le commerce international. Peter Ernerk, de la Fédération Tungavik de Nunavut, a fait remarquer que "les Inuits chassent les morses d'abord pour la nourriture" et que cela ne constituait pas pour eux "un problème émotionnel".

Les Européens, a-t-il ajouté, "doivent réaliser que les meilleurs conservationnistes sont les gens qui dépendent des animaux pour vivre. Les Inuits n'ont jamais mené une espèce à l'extinction. Je ne peux pas en dire autant des Européens. Maintenant, ils sont encouragés à agir sur une base émotionnelle par les protecteurs des animaux, sans savoir ce que seront les résultats pour les animaux ou pour les populations qui les utilisent".

La vigogne, un petit cousin du lama des Andes, a failli disparaître. L'Amérique du sud en comptait des millions avant l'arrivée des conquistadores espagnols. Leur laine excellente était utilisée pour le tissage des vêtements royaux incas. Mais comme les bisons d'Amérique du nord, elles furent chassées et massacrées et il n'en restait que 20.000 dans les années 60. L'inscription de la vigogne en Annexe I de la CITES eut un résultat remarquable: les Andes se sont repeuplées et il en existe environ 120.000 au dessus de 4.000 mètres d'altitude, principalement au Pérou.

A la demande du Pérou, la conférence d'Ottawa a accepté de ramener la vigogne de l'Annexe I à l'Annexe II, de façon à permettre la tonte de sa laine et l'exportation des étoffes tissées par les artisans péruviens et chiliens.



Ces hippopotames qui se désaltèrent tranquillement sont protégés par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) conclue en 1973 à Washington. (Photo AFP)

Éléphants, rhinocéros et perroquets du Brésil

Pour protéger l'éléphant, la CITES a mis sur pied un système de contingentement de l'ivoire qui fonctionne depuis près de deux ans à la satisfaction générale, sauf celle des trafiquants. A l'exception notable du Burundi, mais où les stocks d'ivoire illégal sont de plusieurs centaines de tonnes, les principaux pays africains producteurs d'ivoire ont fixé des quotas à l'exportation contrôlée par un marquage des défenses. Désormais, le Japon et Hong Kong, qui importent 80% de la production d'ivoire africain, exigent la présentation d'un permis d'exportation pour laisser entrer l'ivoire sur leur territoire.

Selon le spécialiste de la CITES dans ce domaine, Chris Huxley, l'éléphant n'est pas en danger immédiat de disparition. A la fin des an-

nées 70, le bruit a couru qu'il ne restait plus que quelques centaines de spécimens. Les meilleures estimations actuelles portent le chiffre à un million, malgré une situation alarmante localement en Ouganda, en Centrafrique, en Somalie, au Soudan et au Tchad.

En revanche, la situation du rhinocéros est beaucoup plus inquiétante. Il en reste aujourd'hui moins de 10.000 individus appartenant à cinq espèces différentes, en Afrique et en Asie. Utilisée pour d'hypothétiques vertus médicinales et pour la fabrication de manches de poignard au Yémen du Nord, la corne de rhinocéros peut se vendre jusqu'à 1.000 dollars le kilo. Difficile, à un tel prix, de dissuader les braconniers.

Pour éviter la disparition à court terme du rhinocéros, la conférence d'Ottawa a décidé d'interdire tout

commerce de cornes, international et national, et demande la destruction de tous les stocks existants. "Si le Yémen du Nord et certains pays asiatiques interdisaient le commerce national de la corne de rhinocéros, a affirmé M. Lapointe, et si les Emirats arabes unis et le Burundi mettaient un terme à leurs activités illégales à ce chapitre, nous pourrions encore sauver le rhinocéros".

Des dizaines d'autres espèces d'animaux et de plantes, des colibris aux crocodiles du Nil en passant par la vipère, l'orchidée et la sangsue médicinale, ont fait l'objet d'un examen à Ottawa. Leur situation, comme celle d'un magnifique perroquet brésilien de couleur bleue nuit, l'ara de Spix, dont il ne restait que trois spécimens dans la nature, est aussi préoccupante que celle du rhinocéros.

L'enseignement du Vénérable Kalou Rimpotche

Les trompes tibétaines résonnent en Normandie

par Jean-Louis DOUBLET

ALENCON (AFP) — Les trompes tibétaines résonnent sur la campagne normande, le Vénérable Kalou Rimpotche, 83 ans, s'avance dans la cour du château d'Osmond (Orne) précédé d'une dizaine de Lamas, les moines bouddhistes, et abrité du soleil estival par un parasol transformé en dai multicolore.

Arrivé cet été en France, il va délivrer au cœur de la Normandie à près de cinq cents fidèles venus de l'Europe entière l'enseignement du Kalachakra, "la roue du temps", l'une des initiations tantriques essentielles à la recherche du Nirvana par les bouddhistes.

L'Institut Vajradhara Ling, situé à côté de Vimoutiers (Orne), est l'un des six grands centres où se retrouvent les bouddhistes en France.

Il occupe les communs du château d'Osmond sur le sommet d'une colline dominant la campagne. La cloche du moulin à prières que les fidèles font tourner toute la journée détonne à peine dans ce cadre bucolique et seules les tuniques oranges des lamas apparaissent comme incongrues au profane.

Cour pavoisée de drapeaux

Tout est prêt pour accueillir le vénérable Kalou Rimpotche. La cour est pavoisée de drapeaux, une grande tente va abriter les fidèles qui pendant trois jours, cinq heures chaque après-midi, vont recevoir l'enseignement du Kalachakra. C'est un festival de couleurs mais aussi de sourires et de tranquillité. Ici, en Normandie, les fidèles ont transporté un peu de la sérénité orientale.

Lama Tcheuki, ou encore François, 35 ans, accompagne Kalou Rimpotche lors de tous ses déplacements en France. Par vénération certes, mais aussi car il parle parfaitement tibétain. "Je l'ai appris au contact des lamas en Europe mais je n'ai jamais passé que quinze jours au Tibet", précise-t-il.

Un interprète est indispensable à la bonne propagation de l'enseignement du Kalachakra par Kalou Rimpotche car celui-ci ne parle que tibétain. "Ses paroles sont traduites en français puis en anglais lors de l'initiation", ajoute Lama Tcheuki, marié et père d'un petit garçon.

Pour devenir Lama, il a fait retraite trois ans et trois mois dans un centre bouddhiste. A Vajradhara Ling, derrière une palissade de planche, des aspirants moines effectuent cette retraite dans une grande délabérance. Il n'en sortira qu'une fois leur méditation achevée. Le grondement assourdissant d'un gong vient parfois rappeler leur présence et l'observation du rituel.

"J'ai préféré garder un nom occidental car sinon il aurait fallu sans cesse épeler au téléphone", confie en souriant Lama Daniel, la coupe en brosse, le physique d'un pilier de rugby. Il préside au fonctionnement de l'institut avec Lama Jouermé, pour sa part bouthanaïse.

L'heure du début de l'enseignement approche et Lama Daniel surveille l'installation des fidèles sous la tente écrasée de chaleur. Un ventilateur est disposé au pied du trône bariolé sur lequel va s'asseoir

Kalou Rimpotche pour délivrer son enseignement.

Ben, 53 ans est ingénieur hydraulicien dans le civil. Son nom tibétain, Karma Yeshényama, signifie soleil de la sagesse transcendente. "J'ai déjà reçu l'enseignement du Kalachakra deux fois mais j'y découvre sans cesse une nouvelle profondeur", assure-t-il.

Vêtu de blanc, Karma Yeshényama, connaît tout le monde. Bouddhiste depuis le début des années soixante-dix, il a jadis dirigé un centre à Aix-en-Provence. "Beaucoup de gens se convertissent mais se découragent rapidement. Ils attendent du bouddhisme une révélation alors qu'il faut plusieurs vies pour les comprendre", constate-t-il.

La troisième lettre

Les bouddhistes croient en l'incarnation perpétuelle des êtres. De ce fait, l'annonce le matin même dans l'enceinte du château d'Osmond par Son Eminence Djamgoeun Kontrul Rimpotche de la prochaine ouverture de la troisième lettre, a plongé l'assistance dans un émoi visible.

Nous sommes ici chez les bon-

nets rouges ou Kagyü pâ. Tout en reconnaissant l'autorité du Dalai Lama, chef spirituel des Bonnets jaunes, ils vénèrent davantage le Karmapa. Or le 16ème Karmapa est mort en 1981 et les fidèles attendent avec impatience l'annonce de sa réincarnation.

Le défunt Karmapa a laissé les instructions permettant d'identifier son successeur dans trois lettres qui doivent être ouvertes une à une selon un rituel long et précis. Quatre "régents" sont chargés de cette tâche et Son Eminence Djamgoeun Kontrul Rimpotche est l'un de ceux-ci.

Le vénérable Kalou Rimpotche, après une dizaine de jours passés à Vajradhara Ling, va se rendre en

Bourgogne pour consacrer le temple de Kagyü Ling qui sera le plus grand d'Europe.

Mais la cérémonie commence. La déité du Kalachakra va s'incarner en Kalou Rimpotche qui revelera alors aux fidèles les mystères de cette roue du temps. Par ses significations astrologiques, cosmiques et mystiques, le Kalachakra permet de surmonter l'écoulement des années pour atteindre la félicité éternelle.

Le silence tombe sur Vajradhara Ling, troublé seulement par le radio des ouvriers renovant les bâtiments de l'Institut et les aboiements d'un chien effrayé par les mugissements des trompes tibétaines.

HATEZ-VOUS, \$150⁰⁰ Sur nos poêles modèles: 2100, 1100 et 900, en stock

Faites-le mettre de côté pour l'automne. JUSQU'A en RABAIS

Un poêle à cuisson d'Elmira, ça chauffe!

Un poêle à cuisson d'Elmira, ça chauffe!

Poêles à cuisson sans égal

Depuis plus d'un siècle dans l'Amérique du Nord, les poêles à cuisson d'Elmira ont été utilisés pour la cuisson et le chauffage des maisons, assurant ainsi l'indépendance des gens. Mais grand-maman n'a jamais imaginé qu'un jour ces poêles comporteraient les caractéristiques suivantes:

- Capacité de chauffage 2200 pi au maximum
- Manchon et réservoir à eau chaude, offerts en option
- Grande surface de cuisson de 6 pi
- Grand four pouvant prendre une dinde de 22 livres
- Finition de luxe nickelée ou porcelanisée

Le feu continue jusqu'au lendemain grâce à la fonte et à la construction hermétique

- Rechaud spacieux
- On peut chauffer au charbon ou au bois
- Grand cendrier
- Protecteur thermique offert en option, réduit à 2 po la distance minimale requise entre les matériaux combustibles et l'antrier du poêle
- Garantie de 10 ans au maximum

Elmira Stove Works

PERFORMANCE ULTRA-MODERNE PAR ELMIRA STOVE WORKS

Caractéristiques du modèle 2100 ultra-moderne:

- Installation homologuée dans les maisons mobiles
- Foyer en acier inoxydable de 3/16" de po
- Prise d'air extérieur possible
- Système de combustion Quadair
- Porte plaquée or ne ternissant pas
- Circulation d'air Air-Flo
- Surpasse toutes les normes d'émission de gaz d'Amérique du Nord.

Elmira Stove Works

Avec un poêle 'Fireview' d'Elmira un peu de bois suffit pour faire un accueil très chaleureux!

Choisissez celui de nos 8 modèles qui convient le mieux à vos besoins de chauffage.

Caractéristiques techniques:

- Vitre transparente en Corning Pyroceram
- La circulation d'air devant la vitre garde celle-ci propre
- Portes plaquées or ne ternissant pas
- Capacité de chauffage: 800 à 2200 pi
- Cendrier à couvercle
- Grilles en fonte
- Chambres de combustion, offertes en option, pour 50 p. cent de chaleur supplémentaire*
- Garantie de 5 ans
- * certaines modèles

Elmira Stove Works

Liquidation Finale

DATE DE FERMETURE: 12 SEPTEMBRE 87

50,000\$ de marchandise à écouler

50% à 70%

de réduction sur toute la marchandise en magasin

Lot de CHEMISES B.V.D., Léo Chevalier, et autres	12 ⁹⁵ ³ / ₃₀ \$ ch. ou
Lot de VESTONS SPORT	Faites votre prix
Lot de HABITS à partir de	49 ⁵⁰ \$
Lot de CHANDAILS EN LAINE bonne qualité	10\$

Aussi **AMEUBLEMENT DE MAGASIN** à liquider.

Aucune offre raisonnable refusée.

Fernand Yagné

182, RUE WELLINGTON NORD, SHERBROOKE — TEL. 562-9853

la tribune national

Devant 1,200 gens d'affaires à Montréal

Chirac livre un puissant plaidoyer libre-échangiste

MONTREAL (PC) — Le premier ministre français Jacques Chirac a livré hier un puissant plaidoyer libre-échangiste, doublé d'une ferme invitation à l'investissement québécois en France, devant un auditoire de quelque 1,200 gens d'affaires réunis dans un grand hôtel de Montréal.

"Tout ce qui freine les échanges commerciaux est pervers, dangereux et paralysant", a déclaré M. Chirac, qui effectuait depuis dimanche une visite officielle au Québec.

la première depuis qu'il est redevenu premier ministre du gouvernement français, en mars 1986.

"Il est capital de se mobiliser contre les tentations protectionnistes", a affirmé le premier ministre, qui juge à ce sujet les prochaines négociations du GATT essentielles à la "sauvegarde du multilatéralisme du système commercial mondial".

Inconditionnel du décloisonnement commercial de la CEE, prévu pour la fin de 1992, M. Chirac n'avait d'ailleurs hier que des louanges à adresser au Canada pour ses efforts en vue de conclure un pacte de libre-échange avec les États-Unis.

Qu'attend la France du grand marché européen unique? Un "formidable coup de fouet" qui s'inscrit dans le sillage de la "révolution tranquille" de la privatisation et du désengagement étatique entrepris depuis le retour de la droite à Matignon. Une politique, a assuré le

premier ministre, que même un gouvernement socialiste ne saurait remettre en cause.

Abordant un tout autre dossier, celui des relations Nord-Sud, le premier ministre a nommé le Japon et les États-Unis de ne pas faire leur part en matière d'aide aux pays en voie de développement. L'Occident, a-t-il dit en haussant le ton, doit de toute urgence reconnaître sa responsabilité dans la perpétuation du sous-développement.

Deux jours avant l'ouverture du sommet de la Francophonie, il a dénoncé l'égoïsme des gouvernements et des entreprises qui "honteusement et sournoisement" continuent par leurs pratiques financières et industrielles à perpétuer la domination économique occidentale.

Pêches

Par ailleurs dans le dossier des pêches, les points de mécontentement sont les mêmes et nos suggestions demeurent les mêmes depuis le

mois de janvier. Le nouveau chef de l'équipe de négociation, Me Yves Fortier, ne déposera aucune nouvelle proposition quand il rencontrera d'ici peu les autorités françaises pour discuter des territoires de pêche entre Terre-Neuve et les îles de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Rien n'a changé dans ce dossier, a affirmé M. Crosbie devant les journalistes.

La semaine dernière, le premier ministre Brian Mulroney a désigné Me Fortier pour prendre la relève de M. Crosbie dans ces négociations.

Dimanche, soit quelques jours avant la tenue du Sommet de la francophonie internationale, à Québec, M. Mulroney avait déclaré qu'à son avis les deux parties se présenteraient de nouveau à la table des négociations avec chacune une nouvelle approche.

Les négociations ont été interrompues il y a quelques mois, après que le Canada eut fermé ses ports aux navires de pêche français pour protester contre le volume de leurs pêches dans le secteur controversé.

Société Radio-Canada: les journalistes prévoient un autre débrayage vendredi

QUEBEC (PC) — Les 400 journalistes de la Société Radio-Canada au Québec ont déclenché hier une grève de 13 heures qui a complètement paralysé la diffusion des bulletins de nouvelles du réseau français.

Un second débrayage, d'une durée de 24 heures celui-là, est prévu pour vendredi prochain, a précisé la vice-présidente du Syndicat des journalistes, Mme Louise Lévêque. Ce débrayage coïncidera avec une réunion générale des syndiqués.

La convention collective des journalistes est échue depuis mars 1985 et les deux parties ne se parlent plus depuis la mi-août, alors que les pourparlers ont été rompus.

Aussitôt l'arrêt de travail déclenché à 11h, les journalistes ont dressé des lignes de piquetage autour des édifices de la Société d'Etat à Montréal, Québec, Rimouski, Matane, Sept-Îles et Chicoutimi. Ils devaient rentrer au poste à minuit.

Aucun bulletin de nouvelles et aucune émission d'affaires publiques n'ont pu être retransmis pendant la durée du débrayage.

Le syndicat regroupe les journalistes des salles de nouvelles et ceux préposés à la production d'émissions d'information du Québec, tant du réseau français de Radio-Canada que du réseau anglais CBC.

La vice-présidente Louise Lévêque a expliqué que les syndiqués luttent pour assurer une meilleure protection à la centaine d'entre eux qui sont affectés au service des affaires publiques.

Contrairement à leurs collègues du service des nouvelles, les journalistes des affaires publiques sont embauchés sur une base contractuelle et ne jouissent d'aucune permanence d'emploi.

"On veut que Radio-Canada fournisse des motifs lorsqu'il y a une mise à pied après deux ans de service. Actuellement, ils peuvent ne pas reconduire le contrat de quelqu'un qui travaille aux affaires publiques depuis 10 ans", a signalé Mme Lévêque.

Les négociations achoppent également sur des clauses professionnelles: la partie syndicale accuse la partie patronale de vouloir augmenter d'une demi-heure par jour la du-

rée quotidienne de travail d'un journaliste et d'interdire la collaboration occasionnelle de tout journaliste avec d'autres entreprises de presse.

De son côté, le directeur des relations publiques de la Société Radio-Canada Jean-Marc Lefebvre a signalé que l'offre faite aux syndiqués le 30 juillet dernier était "finale".

Rappelant que les syndiqués doivent tenir une assemblée générale vendredi prochain, M. Lefebvre a dit espérer que les offres de la compagnie y seront "bien comprises et acceptées".

Le porte-parole patronal a affirmé qu'il n'était pas question que Radio-Canada réplique par un lock-out à la grève de ses journalistes.

Rapport annuel

La publication hier du rapport annuel de la Société Radio-Canada, a donné une fois de plus l'occasion à son président, Pierre Juneau, de faire valoir que la société d'Etat ne peut plus subir de compressions budgétaires sans réduire la qualité et la quantité des services offerts au public canadien.

"Si nous devons subir de nouvelles restrictions budgétaires, a-t-il déclaré en substance, nous devons réduire à nouveau nos services administratifs et de soutien, mais aussi comprimer les budgets destinés aux programmes, et éventuellement éliminer certains de nos services."

Les revenus de la société pour l'année fiscale se terminant le 31 mars dernier ont atteint \$1.049 milliards. Sur ce montant, il faut compter \$238.7 millions en revenus publicitaires (en hausse de \$20.4 millions par rapport à l'année précédente), \$27.6 millions en revenus divers et \$782.7 millions en subsides gouvernementaux, ce qui représente une réduction de la contribution fédérale de \$6.9 millions.



Après l'inauguration de la Place de Paris à Québec, le premier ministre français Jacques Chirac a pris un bain de foule en compagnie du maire de Québec Jean Pelletier.

Une deuxième fois au Sénat

OTTAWA (PC) — Les Communions ont donné lundi leur approbation finale au bill sur les médicaments brevetés du gouvernement conservateur et l'ont envoyé pour une deuxième fois au Sénat.

Presque aucun changement n'a été apporté au projet de loi que le Sénat, à majorité libérale, a déjà refusé d'approuver.

Cette fois, le gouvernement pourrait recourir à des représailles con-

tre la Chambre haute si elle rejette carrément le bill ou le retient trop longtemps.

Le Sénat ne siège pas avant mercredi après-midi et les piliers libéraux de cette chambre n'ont rien dévoilé de leur stratégie.

Lundi, aux Communions, le vote a été de 103 en faveur contre 33 oppositions; libéraux et néo-démocrates se sont prononcés contre le bill.

qui se déroule à Québec.

Or il faut savoir que le Québec va modifier à son avantage l'entente de Paris car il y était prévu que le premier ministre québécois ne prendrait la parole qu'à la séance d'ouverture (télévisée) juste après le premier ministre canadien.

M. Bourassa devait demeurer muet à la séance de clôture même si l'événement

se déroule chez lui.

Les négociations des derniers mois ont fait en sorte que M. Bourassa pourra s'exprimer à la toute fin bien que c'est M. Mulroney qui aura le dernier mot.

De plus, il faut rappeler que c'est le premier ministre du Québec qui préside le second volet du Sommet qui porte sur le développement et la coopération.

MISE AU POINT

Dans la circulaire "Réclame d'automne" insérée dans La Tribune du 1er septembre, veuillez noter qu'à la page 19, le caleçon boxer n'est pas disponible. Nous nous excusons de ce contretemps.

SEARS

26880

Les juges n'ont jamais conclu d'entente avec Québec

QUEBEC (PC) — Les représentants des juges de juridiction québécoise n'ont jamais conclu d'entente avec le ministère de la Justice au sujet du traitement des magistrats.

C'est ce qu'a affirmé hier à la Presse Canadienne le président de la Conférence des juges du Québec, le juge Louis-Jacques Léger, qui a ainsi formellement nié les propos d'un porte-parole du bureau du ministre Herbert Marx, vendredi dernier.

"Je ne sais d'où vient cette information mais je peux vous dire qu'il n'y a même pas eu de véritables négociations avec le ministère relativement à un réajustement du salaire des juges nommés par le gouvernement du Québec", a expli-

qué le juge Léger. "Bien au contraire, le ministère de la Justice a imposé le nouveau salaire des juges en le fixant à \$90,354 en vertu d'un décret le 26 août."

"En agissant de la sorte, le ministère n'a même pas respecté une des recommandations du rapport Brazeau qui suggérait \$99,000 à compter du premier juillet 1987", a ajouté le président de la Conférence des juges.

Celle-ci regroupe les 289 juges nommés par le gouvernement du Québec. Les magistrats ne forment pas une association dotée de pouvoirs de négociation comme les syndicats, par exemple, et le juge Léger a déploré l'attitude du gouvernement.

PREPARER DES DECLARATIONS D'IMPOT N'EST PAS SEULEMENT UNE FACON DE GAGNER DE L'ARGENT

Des milliers de conseillers fiscaux trouvent que leur travail leur procure non seulement de l'argent supplémentaire mais aussi la satisfaction de pouvoir aider autrui.

H&R Block Canada, Inc. enseigne la préparation de déclarations d'impôt depuis plus de 30 ans, et offre maintenant son cours d'impôt de base (no de permis 719544) qui commence le 16 septembre. Les classes sont disponibles l'après-midi, le soir et le samedi.

Parce que l'impôt sur le revenu se complique de plus en plus au cours des années, beaucoup de personnes cherchent à se faire aider dans des situations fiscales qu'elles ne comprennent pas. Préparer des déclarations d'impôt est une des façons dont vous pourriez faire de l'argent et avoir en même temps la satisfaction d'aider les autres. Bien des conseillers fiscaux nous disent que la meilleure partie de leur emploi est le plaisir qu'ils donnent aux gens en leur faisant faire des économies sur leur impôt.

Dans ce cours compréhensif de culture personnelle, les classes ont lieu sur une période de 12 semaines. Un instructeur de Block expérimenté guidera les étudiants par toutes les phases de la préparation d'une déclaration d'impôt. Chaque phase est couverte par des problèmes travaillés en classe, des discussions, et des exercices d'entraînement, et les étudiants ont l'occasion de s'exercer à la préparation d'échantillons de déclarations. Les lois fiscales nouvelles seront expliquées.

Pour les meilleur(e)s gradué(e)s du cours, nous arrangeons des entrevues pour des emplois. Naturellement, on n'est pas obligé d'accepter un travail offert par Block, et Block n'est sous aucune obligation d'en offrir. Cependant, les heures flexibles que comporte un emploi chez H&R Block peuvent attirer beaucoup de gens.

Les frais de scolarité modestes couvrent les manuels, les fournitures et les formules d'impôt nécessaires pour le cours. Chaque gradué(e) reçoit une attestation d'études. Les frais du cours sont déductibles aux fins d'impôt.

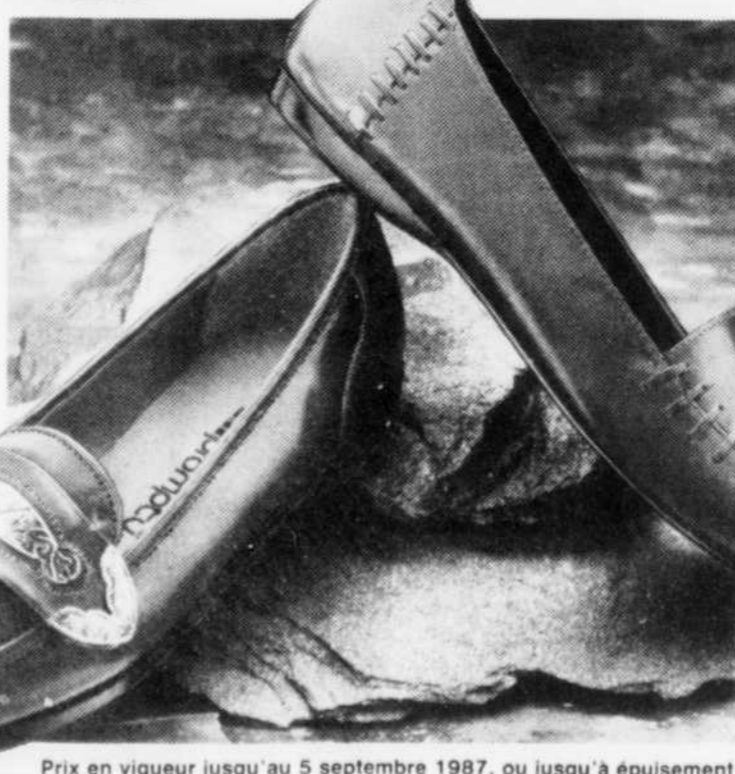
Des formules d'inscription et une brochure concernant l'école d'impôt peuvent être obtenues en contactant le bureau de H&R Block au 601 King est, téléphone: 567-3985.

RABAIS 10% MOCASSINS POUR DAME

Mocassins très à la mode à dessus simili-cuir. Noir ou canneberge. Pointures 5 à 10. No 6801.

24⁹⁹ La paire Sears ord. 35\$

N° 1 des cartes de grands magasins au Canada!



Prix en vigueur jusqu'au 5 septembre 1987, ou jusqu'à épuisement des stocks.

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT • SERVICE APRES-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA • LA CARTE DE CREDIT N° 1 DES MAGASINS A RAYONS AU CANADA • LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE, DIEHARD, CRAFTSMAN

Les mentions "Ord." ou "Étail" de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Sherbrooke, Carrefour de L'Estrie, 563-9440. Copyright Canada, 1987, Sears Canada Inc.

25147

26330